

**Assemblée générale**

Distr. générale
11 octobre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Points 12 et 123 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil économique et social**Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003****Prévisions révisées comme suite aux résolutions
et décisions adoptées par le Conseil économique et social
à sa session de fond de 2001****Rapport du Secrétaire général**

1. Le présent rapport vise à informer l'Assemblée générale des dépenses découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2001.
2. Le Conseil a adopté un certain nombre de résolutions et de décisions dans lesquelles il a autorisé les commissions techniques, les comités permanents ou les organes d'experts compétents à entreprendre des activités supplémentaires, y compris des réunions, qui n'étaient pas prévues à l'origine dans le budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003. Conformément à l'article 31 de son règlement intérieur, le Conseil avait reçu, lorsqu'il y avait lieu, un état des incidences de ces résolutions et décisions sur le budget-programme avant de les adopter. Les ressources supplémentaires requises comme suite aux résolutions et décisions du Conseil sont indiquées ci-après.
3. Pour ce qui est des dépenses supplémentaires relatives aux services de conférence, le Conseil a été notifié, dans chaque cas, du coût intégral des services supplémentaires à fournir et il a été informé que des ressources avaient été prévues dans le projet de budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 non seulement pour les réunions qui étaient programmées au moment de l'établissement du budget, mais aussi pour les réunions ou prolongations de réunions qui seraient autorisées ultérieurement, à condition que les réunions ne soient pas plus nombreuses que les années précédentes et qu'elles soient réparties de la même façon. En conséquence, le Conseil a été informé que des ressources supplémentaires ne seraient pas nécessaires au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil.



4. Dans son rapport sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1999 (A/54/7/Add.2), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que dorénavant les rapports sur la question contiennent des estimations, établies sur la base du coût intégral, des ressources supplémentaires nécessaires, tant au titre des services de conférence qu'au titre des autres dépenses. En réponse à cette demande, les ressources supplémentaires requises comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil en 2001 et à imputer sur les crédits déjà inscrits au budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 sont récapitulées dans l'annexe au présent rapport.

Ressources supplémentaires nécessaires comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil

Décisions 2001/218, 2001/292 et 2001/293

Forum des Nations Unies sur les forêts

5. Au paragraphe 9.66 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 [A/56/6 (Sect. 9)], le Secrétaire général a informé l'Assemblée générale qu'au moment de l'établissement du projet de budget, il n'était pas possible d'évaluer avec précision les ressources nécessaires au fonctionnement du secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, les décisions relatives au programme de travail, à l'emplacement du secrétariat et à sa dotation en effectifs devant être prises au cours de la session de fond du Forum, en 2001. À sa session d'organisation, en février 2001, le Forum a décidé d'établir son secrétariat au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. À sa première session, en juin 2001, le Forum a décidé en outre d'adopter son programme de travail pluriannuel pour la période 2001-2005.

6. Par ses décisions 2001/218 du 3 mai 2001 et 2001/292 et 2001/293 du 26 juillet 2001, le Conseil économique et social, entre autres, tenant compte des décisions adoptées par le Forum des Nations Unies sur les forêts à sa session d'organisation, en février 2001, et à sa première session en juin 2001 :

a) A décidé que la première et la cinquième sessions de fond du Forum des Nations Unies sur les forêts se tiendraient à New York, que deux des trois sessions intermédiaires se tiendraient à Genève et la troisième à San José (Costa Rica), et que si une réunion ministérielle était organisée dans l'intersession, elle se tiendrait à San José;

b) A décidé que le premier débat ministériel de haut niveau du Forum des Nations Unies sur les forêts aurait lieu durant la deuxième session du Forum;

c) A remercié vivement le Gouvernement costa-ricien d'avoir généreusement offert d'accueillir la deuxième session du Forum à San José du 4 au 15 mars 2002;

d) A pris note du rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa première session.

7. Un état des incidences sur le budget-programme de la décision du Forum relative au programme de travail pluriannuel a été présenté au Forum à sa première session (E/CN.18/2001/L.4) et il concerne les chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée

générale et services de conférence), 9 (Affaires économiques et sociales), 27D (Bureau des services centraux d'appui), 32 (Contributions du personnel) ainsi que le chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003.

8. Le programme de travail prévu au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 faisait référence uniquement aux produits liés au service du Forum. On trouvera ci-après un texte explicatif sur les objectifs, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès, les contraintes externes et les produits supplémentaires qui découlent du programme de travail pluriannuel adopté par le Forum et entériné par le Conseil. Sous réserve de la décision que l'Assemblée générale prendra à sa cinquante-sixième session, ce texte sera incorporé dans la version définitive du programme de travail du chapitre 9 du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003.

Tableau 9.13

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès

Objectifs : Servir d'instance pour l'élaboration de politiques et l'organisation d'une concertation entre les gouvernements et les organisations internationales, y compris les grands groupes mentionnés dans Action 21, afin de faciliter l'application des accords relatifs aux forêts et de favoriser une conception commune de la gestion durable des forêts; aborder les questions liées aux forêts et les nouvelles préoccupations de façon globale et intégrée, et promouvoir la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts en vue de renforcer un engagement politique à long terme en ce sens, sur la base de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, des Principes relatifs aux forêts, des dispositions du chapitre 11 d'Action 21 et des conclusions des travaux du Groupe intergouvernemental sur les forêts et du Forum intergouvernemental sur les forêts.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
a) Promouvoir la coopération internationale entre les États Membres dans le domaine de la gestion et du développement durables des forêts, y compris la coordination entre le Nord et le Sud et les partenariats entre le secteur public et le secteur privé, ainsi que la coopération intersectorielle aux niveaux national, régional et mondial.	a) Nombre d'activités de coordination et de coopération exécutées en relation avec des actions concertées sur les forêts et promotion de synergies.
b) Faciliter et promouvoir l'application des propositions d'action du Groupe et du Forum intergouvernementaux sur les forêts, ainsi que d'autres actions qui seraient approuvées.	b) Adoption et application du Plan d'action, y compris la réalisation des objectifs et le respect des calendriers et des dispositions financières, et nombre d'activités entreprises aux niveaux national, régional et mondial à l'appui des programmes nationaux relatifs à l'exploitation des forêts et à l'utilisation intégrée des terres.

*Réalisations escomptées**Indicateurs de succès*

c) Renforcer les engagements politiques en faveur de la gestion, de la conservation et du développement durable de tous les types de forêts par des actions ministérielles, des dialogues orientés vers l'action et la formulation de politiques relatives aux forêts.

d) Suivre et évaluer les progrès réalisés aux niveaux national, régional et mondial sur la base de rapports établis par les gouvernements, ainsi que par des organisations, institutions et instruments régionaux ou internationaux.

c) Nombre de réunions tenues dans le cadre du débat ministériel de haut niveau, y compris les concertations entre les ministres et les chefs de secrétariat des organisations membres du Partenariat pour la protection des forêts et élaboration de directives sur les éléments d'un mandat en vue de la formulation d'un cadre juridique concernant tous les types de forêts.

d) Mise en place d'un mécanisme efficace pour suivre, évaluer et faire connaître les progrès réalisés.

Facteurs externes*Paragraphe 9.68*

On devrait aboutir aux objectifs fixés et aux réalisations escomptées dans l'hypothèse où les gouvernements, les organisations et les instruments internationaux et régionaux accorderont la priorité à la mise en oeuvre de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, de la Déclaration de principe non juridiquement contraignante mais faisant autorité pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts (Principes relatifs aux forêts), des dispositions du chapitre 11 d'Action 21 et des propositions d'action du Groupe et du Forum intergouvernementaux sur les forêts.

Produits*Paragraphe 9.69*

- a. Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)
- v) Forum des Nations Unies sur les forêts : Remplacer le texte actuel par ce qui suit :
 - a. Services fonctionnels. Séances des deuxième et troisième sessions du Forum des Nations Unies sur les forêts (40);
 - b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports sur des sujets pertinents liés au programme de travail pluriannuel du Forum pour l'exercice biennal 2002-2003 et à son débat ministériel de haut niveau (20); documents de référence destinés au Forum (6) et notes d'information destinées au Bureau du Forum, y compris celles établies par les quatre groupes spéciaux d'experts énumérés ci-après (6);
 - c. Groupes spéciaux d'experts : financement de la gestion écologiquement viable des forêts (1); transfert

d'écotechnologies pour la gestion viable des forêts (1); structure et modalités de fonctionnement d'un système de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports périodiques sur la gestion écologiquement viable des forêts (1); et examen des éléments d'un mandat pour la formulation d'un cadre juridique concernant tous les types de forêts (1);

- b. Autres produits (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)
 - i) Publications en série. UNFF Newsletter (12);
 - ii) Publications isolées. Stratégies de financement pour la gestion écologiquement viable des forêts (1); étude sur les systèmes de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports concernant la gestion écologiquement viable des forêts (1); nouvelles questions relatives aux forêts (1); enseignements tirés des pratiques suivies en matière de gestion écologiquement viable des forêts (1);
- c. Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)
 - i) Service fonctionnel des réunions du Partenariat pour la protection des forêts;
 - ii) Liaison avec les institutions financières internationales et régionales (y compris la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial et les banques régionales de développement);
 - iii) Participation et appui fonctionnel aux diverses réunions d'experts et des grands groupes sur les questions relatives aux forêts organisées à l'appui du programme de travail pluriannuel du Forum;
 - iv) Manifestations spéciales, y compris celles organisées pendant les sessions annuelles du Forum;
 - v) Participation à des activités de programmation commune interorganisations visant à appuyer le Plan d'action du Forum des Nations Unies sur les forêts;
 - vi) Représentation du Forum à des réunions internationales, régionales et nationales consacrées aux forêts;
 - vii) Consultations avec les pays et les organismes donateurs sur les questions relatives aux forêts.

9. Les ressources supplémentaires requises pour exécuter le programme de travail décrit plus haut, qui sont exposées ci-dessous, sont estimées, en chiffres bruts, à 2 250 000 dollars et se répartissent comme suit : 1 572 800 dollars au chapitre 9, 519 800 dollars au chapitre 27D et 157 400 dollars au chapitre 32 (Contributions du personnel), ce dernier montant étant compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

Chapitre 9 : Affaires économiques et sociales

10. Aux termes de la résolution 2000/35 du Conseil économique et social en date du 18 octobre 2000, le Forum des Nations Unies sur les forêts commencerait pas se

réunir deux semaines par an, et les frais de voyage d'un représentant de chacun des États membres du Forum qui sont également membres de la Commission du développement durable et qui participent à une session du forum seraient pris en charge par le budget ordinaire de l'ONU. Un montant de 119 900 dollars étant prévu à cet effet dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, les voyages des représentants se rendant aux deuxième et troisième sessions du Forum ne devraient pas nécessiter de ressources supplémentaires. Conformément à la pratique actuelle, on a supposé que les voyages de représentants des pays les moins avancés non membres de la Commission du développement durable se rendant aux sessions du Forum continueraient d'être subventionnés au moyen de fonds extrabudgétaires.

11. Conformément au principe énoncé par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/243 selon lequel les organes de l'ONU doivent se réunir à leurs sièges respectifs, les sessions du Forum devraient se tenir à New York. Calculées sur la base du coût intégral, les dépenses relatives aux services de conférence sont estimées à 574 000 dollars pour une session annuelle du Forum. Selon les dispositions du paragraphe 5 de la résolution 40/243, si la deuxième session du Forum se tenait au Costa Rica à l'invitation du Gouvernement de ce pays, toute dépense supplémentaire directement ou indirectement causée par cette décision serait supportée par le gouvernement hôte, conformément à la pratique établie. Si on décidait de tenir la troisième session en 2003 à Genève, ce serait aussi une dérogation à la résolution 40/243. Dans ce cas, le coût intégral de la session s'élèverait à 493 400 dollars. Ces montants correspondent à l'hypothèse selon laquelle aucune portion des besoins en matière de services de conférence ne serait assurée au moyen de la capacité permanente prévue au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003. Les montants prévus à ce chapitre tiennent compte non seulement des réunions et conférences prévues au moment de l'établissement du budget mais aussi de celles qui pourraient être programmées ultérieurement, dans la mesure où leur nombre et leur répartition sont conformes au calendrier des réunions des années antérieures. De ce fait, il n'y aurait pas besoin de ressources supplémentaires au chapitre 2 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003.

12. À sa session d'organisation de février 2001, le Forum des Nations Unies sur les forêts a décidé d'implanter son secrétariat au Siège de l'ONU, à New York. Ce secrétariat devrait être une unité administrative distincte, rattachée directement au Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales. À propos de la décision d'implanter le secrétariat du Forum à New York, le Secrétaire général rappelle que l'alinéa h) du paragraphe 4 de la résolution 2000/35 du Conseil économique et social dispose notamment que le Forum doit entretenir des rapports étroits avec la Commission du développement durable, dont le Département des affaires économiques et sociales est chargé d'assurer les services d'appui; d'où la décision de rattacher le secrétariat du Forum au Département.

13. Le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts compte actuellement six postes d'administrateur, un d'administrateur auxiliaire et deux d'agent des services généraux (autres classes), financés par divers moyens : un L-7 (financé au moyen du Fonds d'affectation spéciale pour l'appui au Forum des Nations Unies sur les forêts); deux D-1 [détachés l'un de la Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'autre du Programme des Nations Unies

pour l'environnement (PNUE)]; un P-5 (détaché de l'Organisation internationale des bois tropicaux); deux P-4 (détachés l'un du Département des affaires économiques et sociales et l'autre du Centre pour la recherche forestière internationale); un poste d'administrateur auxiliaire (financé par le Gouvernement finlandais); deux postes d'agent des services généraux (autres classes) (financés au moyen du Fonds d'affectation spéciale susmentionné). Les ressources extrabudgétaires disponibles sont suffisantes pour permettre au personnel de poursuivre ses activités jusque fin 2001. Les ressources extrabudgétaires disponibles lors de l'établissement du présent rapport s'élèvent à environ 1 800 000 dollars.

14. Compte tenu de l'étendue et de la teneur des activités que le secrétariat doit mener au cours du prochain exercice biennal, il est proposé que l'unité administrative qui offrira des services d'assistance et d'appui au Forum comprenne au départ des postes permanents pour un D-2, un P-5, un P-3 et deux agents des services généraux (autres classes), qui seraient financés au moyen du budget ordinaire de l'ONU pendant l'exercice biennal 2002-2003. Cet effectif devrait être renforcé par du personnel détaché d'organisations et d'institutions internationales et régionales, ainsi que grâce à des contributions volontaires. Le PNUE et la FAO ont indiqué qu'ils continueraient à détacher du personnel auprès du secrétariat du Forum pendant l'exercice biennal 2002-2003. D'autre part, on peut s'attendre à ce que d'autres organisations membres de Partenariat pour la protection des forêts communiquent des renseignements sur le détachement éventuel de leur personnel auprès du secrétariat du Forum. Les dépenses de personnel ci-après ont été calculées en supposant des pourcentages de postes vacants égaux à 50 % pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 35 % pour la catégorie des agents des services généraux, conformément à la pratique actuelle concernant les postes nouvellement créés.

a) Un montant total de 754 300 dollars pour financer six postes, à savoir :

i) Un poste D-2 pour le Coordonnateur exécutif, chef du secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, dont les attributions seraient les suivantes : a) établir des contacts avec de hauts responsables à l'échelon ministériel et représenter le Département dans les débats ministériels des sessions du Forum; b) se tenir en contact avec les représentants permanents des missions à New York et entretenir des échanges avec les membres du bureau du Forum; c) être le principal conseiller du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales pour les politiques touchant à tous les problèmes relatifs aux forêts qui ont un rapport, dans la mise en oeuvre d'Action 21, avec le développement durable; d) tenir régulièrement des consultations avec les chefs de secrétariat des organisations internationales concernées et leurs adjoints, particulièrement s'agissant des organisations membres du Partenariat pour la protection des forêts, ainsi qu'avec les dirigeants d'autres organisations et mécanismes internationaux et régionaux s'intéressant aux forêts, particulièrement en ce qui concerne les problèmes critiques ou nouveaux, le Plan d'action et l'élaboration de stratégies pour les débats du Forum; e) représenter le Département des affaires économiques et sociales et plus particulièrement le Forum dans les activités interinstitutions de haut niveau de programmation conjointe, conformément à la résolution 2000/35 du Conseil économique et social; et f) représenter régulièrement le Forum aux réunions tenues à l'échelon ministériel sur les

questions concernant les forêts, ainsi qu'aux réunions des organisations et mécanismes internationaux et régionaux;

ii) Un poste P-5 de spécialiste hors classe des affaires forestières chargé d'assurer la coordination et d'apporter des orientations et des informations techniques lors de l'établissement des rapports du Secrétaire général, d'autres documents analytiques sur les problèmes touchant à la gestion écologiquement viable des forêts et de projets de textes à soumettre à l'examen du Forum concernant l'élaboration et la coordination des politiques;

iii) Un poste P-4 de spécialiste des affaires forestières chargé d'assurer les contacts avec les membres du Partenariat pour la protection des forêts, d'offrir un appui technique pour les travaux menés en coopération par le Forum et le Partenariat, de remplir les fonctions de secrétaire du Partenariat et de participer à l'établissement des rapports du Secrétaire général et au service du Forum;

iv) Un poste P-3 de spécialiste des affaires forestières chargé d'aider à établir les rapports du Secrétaire général en recherchant et en recueillant des données et des renseignements, en les exploitant et en en faisant la synthèse, ainsi qu'en diffusant l'information sur les activités du Forum;

v) Deux postes pour des agents des services généraux (autres classes) chargés d'assurer les services de secrétariat et d'administration requis par l'ensemble du secrétariat;

b) Un montant total de 256 000 dollars pour faire appel à des consultants offrant des compétences d'expert introuvables au Secrétariat pour entreprendre des études et établir des documents s'inscrivant dans le programme de travail du Forum (huit mois de travail à la classe P-4 pour chacun des quatre sujets suivants : financement de la gestion écologiquement viable des forêts; transfert d'écotechnologies pour une gestion écologiquement viable des forêts; suivi et évaluation de l'action et communication de l'information pour une gestion écologiquement viable des forêts; autres composantes du programme de travail pluriannuel, y compris les questions nouvelles);

c) Un montant total de 253 600 dollars pour quatre réunions de groupes d'experts (deux par an réunissant 15 experts chacune, c'est-à-dire trois de chacune des cinq régions) sur les sujets suivants : structure, périodicité et mode de fonctionnement d'un système de suivi et d'évaluation de l'action et de communication de l'information pour une gestion écologiquement viable des forêts; financement de la gestion écologiquement viable des forêts; transfert d'écotechnologies pour une gestion écologiquement viable des forêts; examen des paramètres d'un mandat en vue de l'élaboration d'un cadre juridique s'étendant à tous les types de forêts;

d) Un montant total de 232 300 dollars pour les voyages effectués par les fonctionnaires pour les motifs suivants : i) assister à la troisième session du Forum à Genève; ii) assister aux réunions d'organes intergouvernementaux et aux conférences des parties aux conventions touchant aux problèmes forestiers; iii) participer à des consultations avec des pays et d'autres protagonistes importants dans le domaine de la gestion écologiquement viable des forêts; iv) se rendre à des réunions de gouvernements et d'organisations non gouvernementales sur des questions touchant à la gestion écologiquement viable des forêts; v) conseiller des pays et entreprendre des consultations avec eux à l'appui du Programme de travail

pluriannuel et du Plan d'action; vi) participer à des consultations avec les commissions régionales, la FAO, le PNUE, la Banque mondiale, les organismes des Nations Unies à Genève, la Convention sur la diversité biologique, la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention-cadre sur les changements climatiques, l'Organisation internationale des bois tropicaux, le Centre pour la recherche forestière internationale et les autres organisations internationales ou régionales intéressées; vii) assister aux réunions du Partenariat pour la protection des forêts, créé à Rome en avril 2001 pour donner des orientations et faciliter et promouvoir une action coordonnée dans la coopération, y compris la programmation conjointe; et viii) présenter des propositions coordonnées aux organes directeurs des différentes organisations membres et faciliter la coordination des donateurs;

e) Un montant total de 44 200 dollars pour les frais généraux d'exploitation : location de matériel de bureau, communications, réseau local, liaisons téléphoniques et liaisons avec le système à disques optiques, bureautique et entretien du matériel;

f) Un montant total de 5 400 dollars pour acheter les fournitures et accessoires nécessaires au secrétariat du Forum;

g) Un montant total de 27 000 dollars pour remplacer du matériel de bureautique.

Chapitre 27D : Bureau des services centraux d'appui

15. Un montant de 519 800 dollars est prévu pour les services centraux d'appui, dont 238 000 dollars pour une dépense non renouvelable concernant le réaménagement de bureaux et l'achat de mobilier et d'agencements et 281 800 dollars de dépenses renouvelables correspondant au loyer des locaux.

Chapitre 32. Contributions du personnel et chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

16. Un montant de 157 400 dollars, correspondant aux six nouveaux postes qui seraient créés, devrait être inscrit au chapitre 32 (Contributions du personnel) au titre des contributions du personnel; il serait compensé par une somme équivalente au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

Décision 2001/316

Instance permanente sur les questions autochtones

17. À l'alinéa a) de sa décision 2001/316 du 26 juillet 2001, le Conseil économique et social a décidé d'organiser la première session annuelle de l'Instance au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 6 au 17 mai 2002, sans préjudice du lieu où l'Instance se réunirait par la suite.

18. La décision 2001/316 du Conseil se rapporte au chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 [A/56/6 (sect. 22)]. Dans le projet de budget-programme, il a été considéré que l'Instance se réunirait à Genève et aucune ressource n'a été prévue pour financer les frais de voyage du personnel qui devrait se rendre à New York pour assurer le service de l'Instance ni les frais de voyage supplémentaires des membres du Forum,

lesquels devraient se rendre à New York plutôt qu'à Genève. Lors de l'examen de cette décision par le Conseil, une déclaration a été faite oralement au sujet des incidences sur le projet de budget-programme. On estime que le montant supplémentaire à inscrire au chapitre 22 (Droits de l'homme) serait de 54 800 dollars. Ce montant se répartirait comme suit :

a) Un montant total de 44 000 dollars de frais supplémentaires de voyage et d'indemnités journalières de subsistance correspondant aux déplacements Genève-New York, pour 16 membres de l'Instance, afin de leur permettre d'assister à la réunion à New York;

b) Un montant total de 10 800 dollars au titre des frais de voyage de deux membres du personnel qui devraient se rendre à New York pour assurer le service de l'Instance.

E/2001/L.8

Extrait du rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa vingt-cinquième session

19. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a présenté au Conseil les conclusions de l'examen de ses méthodes de travail dans le document E/2001/L.8.

20. On se rappellera que par sa décision 1999/287 du 3 juillet 1999, le Conseil avait approuvé la tenue de deux sessions extraordinaires supplémentaires du Comité, d'une durée de trois semaines, ainsi que d'une réunion des groupes de travail de présession, d'une durée d'une semaine, en 2000 et 2001, sous réserve que des fonds supplémentaires soient disponibles. Le Conseil avait demandé que ces sessions soient entièrement consacrées à l'examen des rapports des États parties afin de combler le retard accumulé dans l'examen de ces rapports. Il avait en outre demandé que le Comité examine les moyens d'améliorer l'efficacité de ses méthodes de travail et lui fasse rapport en 2001 sur les mesures prises à cet effet.

21. En réponse à la demande du Conseil économique et social, le Comité, à sa vingt-cinquième session, tenue du 23 avril au 11 mai 2001, a examiné un certain nombre d'améliorations à apporter à ses méthodes de travail en vue d'examiner plus efficacement les rapports des États parties à ses sessions futures. À la suite de cet examen, il a adopté à titre provisoire des méthodes de travail révisé, en attendant l'évaluation des nouvelles procédures, qui devait intervenir à temps pour le rapport annuel, qui doit être présenté en décembre 2001. Le Comité a conclu de son examen que, pendant une période d'essai de deux ans, il devrait comme dans le passé ne tenir que deux sessions par an, l'une en avril-mai et l'autre en novembre-décembre.

22. L'extrait du rapport du Comité se rapporte au chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 [A/56/6 (sect. 2)]. Au paragraphe 22.19 du projet de budget, partant de l'hypothèse que la décision 1999/287 serait prorogée en 2002 et 2003, on a considéré que le Comité tiendra deux sessions supplémentaires, d'une durée de trois semaines, auxquelles il faudrait ajouter les réunions correspondantes du groupe de travail d'avant-session.

23. Les incidences budgétaires de l'extrait du rapport du Comité ont été présentées au Conseil économique et social dans le document publié sous la cote E/2001/L.18. Le montant de la diminution de dépenses qui en résulte au chapitre 22 (Droits de l'homme) est estimé à 340 800 dollars. Ce montant se répartit comme suit :

a) Une diminution de 323 200 dollars au titre des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance des 18 membres du Comité;

b) Une diminution de 17 600 dollars au titre de l'indemnité journalière de subsistance des cinq membres du groupe de travail de présession.

24. En outre, le nouveau calendrier de réunions entraînerait une diminution du coût des services de conférence, lequel s'établirait à 1 592 000 dollars (montant calculé sur la base du coût intégral) pour l'ensemble de l'exercice biennal. Conformément à la méthode établie pour l'inscription au budget du coût des services de conférence, le montant total des crédits à ouvrir au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) ne sera déterminé qu'après l'adoption du calendrier des conférences pour l'exercice biennal 2002-2003 et ne devrait pas, en principe, subir de changements du fait du nouveau calendrier susmentionné.

Conclusion

25. En résumé, les décisions 2001/293 et 2001/316 du Conseil économique et social et l'extrait du rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa vingt-cinquième session (E/2001/L.8) devraient entraîner une augmentation des dépenses aux chapitres 9 (Affaires économiques et sociales), 27D (Bureau des services centraux d'appui) et 32 (Contributions du personnel) et une diminution nette au chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003. Aucun crédit n'a été prévu aux chapitres 9 et 27D du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 pour couvrir les dépenses supplémentaires et la diminution à prévoir au chapitre 22 ne compenserait pas entièrement les montants supplémentaires à inscrire aux chapitres 9 et 27D.

26. On se rappellera qu'en vertu des procédures établies par l'Assemblée générale par ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986 et 42/211 du 21 décembre 1987, un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal afin de couvrir les dépenses additionnelles résultant de décisions prises par les organes délibérants et qui ne sont pas inscrites dans le budget-programme. En vertu de cette procédure, si les dépenses additionnelles proposées dépassent le montant des ressources disponibles dans le fonds de réserve, les activités correspondantes ne peuvent être exécutées que moyennant un transfert de ressources provenant de domaines de moindre priorité ou la modification d'activités en cours. Faute de quoi, les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice biennal ultérieur.

27. Il n'est pas possible à ce stade de recenser les activités prévues aux chapitres 9 et 27D du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 susceptibles d'être supprimées, reportées, réduites ou modifiées au cours de l'exercice biennal.

28. En conséquence, il faudrait prévoir, en sus des ressources proposées pour l'exercice biennal 2002-2003, un montant additionnel net de 1 964 000 dollars. Comme ce montant serait imputé sur le fonds de réserve, il faudrait procéder à diverses augmentations et diminutions des ressources pour l'exercice biennal 2002-2003, à savoir :

Chapitre 9 (Affaires économiques et sociales)	1 572 800
Chapitre 22 (Droits de l'homme).	(286 000)
Chapitre 27D (Bureau des services centraux d'appui)	519 800
Chapitre 32 (Contributions du personnel) [montant compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel)]	157 400
Total	1 964 000

Annexe

**Prévisions de dépenses relatives aux activités
supplémentaires à financer au moyen des crédits ouverts
au budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003^a**

		Chapitre du budget	Dépenses supplémentaires (dollars É.-U.)	
			Services fonctionnels	Services de conférence (chap. 2)
Décision du Conseil économique et social				
2001/240	Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa dixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la onzième session de la Commission	14		163 100
2001/317	Forum social (décision 2001/102 de la Commission des droits de l'homme)	22		185 000
2001/279	Droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales (décision 2001/105 de la Commission des droits de l'homme)	22		64 000
2001/316	Création, sous l'égide de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, d'un groupe de travail de présession sur l'administration de la justice (décision 2001/106 de la Commission des droits de l'homme)	22		127 000
2001/259	Le droit à l'alimentation (résolution 2001/25 de la Commission des droits de l'homme)	22	7 600	
2001/296	Reprise de la session de 2001 du Comité chargé des organisations non gouvernementales	9		344 400
2001/317	Travaux de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (résolution 2001/60 de la Commission des droits de l'homme)	22	2 300	
Total			9 900	883 500

^a Les prévisions de dépenses concernant les activités supplémentaires demandées par la Commission des droits de l'homme qui revêtent un caractère continu seraient financées au moyen des crédits déjà ouverts, et en conséquence ces prévisions de dépenses ne figurent pas dans le présent tableau.